

MONDE

Manifestation de soutien à Omar AL-BACHIR. Plus de 100.000 personnes se sont rassemblées sur la place centrale de Khartoum pour soutenir leur Président, contre lequel un mandat d'arrêt international a été délivré. Celui-ci s'est adressé à la foule en dénonçant le néo-colonialisme de la Cour pénale Internationale et a invité les Etats africains à quitter l'institution.

Aide internationale massive pour Gaza. Les donateurs étrangers ont promis 4,5 milliards de dollars pour reconstruire la bande de Gaza après l'offensive israélienne.

L'Amérique à l'écoute. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary CLINTON, effectue sa première visite en Europe depuis son entrée en fonction. Elle a rencontré à Bruxelles ses homologues des pays de l'OTAN, auxquels s'étaient joints les ministres des affaires étrangères finlandais, suédois et suisse. La secrétaire d'Etat restera jusqu'à ce vendredi soir, et aura des entretiens au niveau de l'Union européenne, avant de se rendre à Genève où elle doit rencontrer le chef de la diplomatie russe, Sergueï LAVROV. A noter la venue, la semaine prochaine à Bruxelles, du vice-président américain, Joe BIDEN, pour des consultations sur l'Afghanistan et le Pakistan, dossier sur lequel Washington procédera à une revue de sa stratégie d'ensemble.

OTAN – Russie. Retour des relations formelles à haut niveau avec la Russie, après 6 mois d'interruption dus au conflit russo-géorgien.

Afghanistan : maintien de la date du 20 août pour l'élection présidentielle par la Commission électorale. L'OTAN se félicite de cette décision, qui lui permet de disposer d'une période relativement longue pour organiser la sécurité du scrutin.

Ukraine. A la veille de la visite à Paris du Premier ministre Ioulia TIMOCHENKO, le Parlement a limogé le chef de la diplomatie Volodymyr OGRYZKO, un partisan des occidentaux et de l'OTAN, auquel l'opposition pro-russe reproche notamment la détérioration des relations avec Moscou. Au total, 250 députés - contre un minimum nécessaire de 226 - ont voté pour la destitution du ministre.

EUROPE

KADHAFI en Italie. Le président du Conseil italien Silvio BERLUSCONI a invité, lors d'une visite en Libye, le dirigeant Mouammar KADHAFI, en tant que président de l'Union africaine, au sommet du G8 en juillet en Italie. Le colonel a accepté.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Algérie – Présidentielle. Six candidats, dont le chef d'Etat sortant Abdelaziz BOUTEFLIKA, ont été retenus pour l'élection présidentielle du 9 avril en Algérie sur les 13 qui avaient déposé leur dossier, a annoncé le Conseil constitutionnel. La campagne électorale durera moins de trois semaines, entre le 19 mars et le 7 avril.

Guantanamo et la torture. La CIA a reconnu avoir détruit 92 vidéos d'interrogatoires, selon des documents révélés par la Maison-Blanche.

Du nucléaire vogue vers le Japon. Deux bateaux chargés de Mox, alliage d'uranium et de plutonium, ont quitté Cherbourg et se dirigent vers le Japon, qu'ils atteindront dans 70 jours. Le « Pacific Heron » transporte 65 assemblages de pastilles de Mox qui peuvent servir de combustibles pour des centrales nucléaires. Le Pacific Pintail assure la sécurité. Tous deux sont armés de deux canons à tir rapide de 30 mm et protégés par des gardes civils britanniques. L'organisation écologiste Greenpeace dénonce ce transport. La quantité transportée permet de fournir en électricité 3,5 millions de personnes pendant un an.

La fin de la grève est sifflée. A près un mois et demi de grève générale en Guadeloupe. Le dirigeant du LKP, Elie DOMOTA, et le préfet, Nicolas DESFORGES, ont signé un accord appelant « à la reprise de l'activité normale » sur l'île. A l'extérieur du bâtiment, plusieurs centaines de sympathisants du LKP étaient rassemblés. Avant d'aller signer, les ténors du collectif leur avaient lu les principaux points de l'accord approuvés par des applaudissements. 165 articles qui couvrent des sujets aussi divers que le prix de la baguette, l'embauche d'enseignants ou l'octroi de billets d'avion à prix réduits. L'accord phare « Jacques Bino », du nom du syndicaliste assassiné, qui prévoit une augmentation de 200 euros des bas salaires, est annexé à l'accord. Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves JEGO, s'est réjoui de cet accord, estimant que « le chemin pour aboutir à ce résultat aura été long et douloureux. » Et affirme que « c'est désormais une nouvelle page de l'histoire de la Guadeloupe qu'il convient d'écrire. »

La Martinique et la Réunion jouent les prolongations. Les mouvements de protestation semblent, au contraire, y prendre de l'ampleur. En Martinique, où la grève paralyse l'île depuis un mois, les négociations piétinent. A plusieurs milliers de kilomètres, un nouveau front s'est, par ailleurs, dessiné, un collectif rassemblant une quarantaine d'organisations a appelé les Réunionnais à descendre dans la rue pour une importante journée de grève.

Organisation territoriale de la République : le mille-feuille mis en cause. Edouard BALLADUR a remis son rapport pour une simplification de l'organisation au président de la République. 2 projets de loi, l'un sur l'organisation territoriale, l'autre sur l'Ile-de-France, l'accompagnent. Il souhaite que le premier projet de loi soit examiné au Sénat dès l'automne. Toutefois, plusieurs propositions ont déjà soulevé une levée de bouclier, comme la création d'un Grand Paris intégrant les départements limitrophes de la capitale, la suppression des cantons, l'élection commune des conseillers généraux et régionaux, et la réduction du nombre de régions de 22 à 15. Le secrétaire général de l'UMP, Xavier BERTRAND, souhaite un référendum consultatif, département par département.

Les beaux-parents créent la polémique au gouvernement. Le projet de loi sur les droits des beaux-parents, que Nicolas SARKOZY souhaite voir discuter au Parlement fin mars, a provoqué la colère de la ministre du Logement, Christine BOUTIN, qui s'élève contre « une façon détournée » de reconnaître l'homoparentalité. Le texte préparé par Nadine MORANO, secrétaire d'Etat à la Famille, fait référence dans sa version modifiée aux « foyers composés de deux adultes du même sexe ». Mme MORANO a invité sa collègue, « plutôt que d'avoir une posture passéiste et idéologique, à vraiment lire ce texte ». « Il s'agit de permettre à celui qui élève un enfant d'avoir des droits dans le cadre de l'autorité parentale partagée ».

Affaire PEROL, l'opposition parlementaire prend la relève. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale va demander l'audition en commission des Lois du président de la commission de déontologie, Olivier FOUQUET, sur la nomination de François PEROL à la tête des groupes Caisses d'Epargne et Banques populaires. Arnaud MONTEBOURG a précisé que le président (PS) de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Didier MIGAUD allait de son côté auditionner l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée.

UMP Organigramme. Thierry MARIANI, député du Vaucluse, reste le secrétaire national chargé des Français établis hors de France. On notera l'arrivée très commentée de David DOUILLET, champion olympique, à la vie sportive, et du chanteur Gilbert MONTAGNÉ au Handicap.

Sondage. Le président de la République et le Premier ministre ont gagné chacun un point d'opinions positives en février, à respectivement 42% et 50%, après avoir chuté de 6 et 4 points en janvier, selon Ifop pour « Paris Match ». La cote du chef de l'Etat reste toutefois négative, avec 58% (inchangé) de désapprobations. Le Premier ministre recueille quant à lui autant d'opinions positives que négatives (50%). La cote de Nicolas SARKOZY est minoritaire dans toutes les catégories, à l'exception des personnes de plus de 65 ans (55%) et dans toutes les familles politiques en dehors de l'UMP (89%). Les critiques, les plus vives portent sur la politique sociale de l'Etat (60% de désapprobation).

Européennes.

Le « Front de Gauche ». Jean-Luc MELANCHON, fondateur du Parti de Gauche (PG), et le directeur de la publication du quotidien L'Humanité, Patrick LE HYARIC, seront respectivement tête de liste dans le Sud-Ouest et en Ile-de-France. A noter ce dimanche, un meeting de lancement du « Front de gauche » au Zénith de Paris, où se jouera la stratégie d'élargissement du front, scellé en

novembre entre le PCF et le parti de M. MELENCHON sur la base du « *non de gauche* » au traité européen de 2005.

PS : la « fronde » contre les « listes ubuesques » s'organise. C'est Gérard COLLOMB, sénateur-maire de Lyon, qui prévient. Dans le Sud-est, Vincent PEILLON, candidat « *malgré lui* », reste selon M. COLLOMB « *le candidat de l'appareil du PS, c'est-à-dire un bon candidat pour les six personnes qui l'ont désigné. Pour les autres, je suis plus dubitatif* », affirme-t-il en défendant de nouveau son candidat, Thierry PHILIP, maire du III^{ème} arrondissement de Lyon. « On ne va pas aller jusqu'à des listes dissidentes, mais en tous cas, se réunir ensemble pour faire bouger les lignes du parti et ne plus se laisser enfermer dans les motions du type Congrès de Reims », a-t-il prévenu. Le porte-parole du PS, Benoît HAMON, comprend qu'il puisse y avoir des « *grincements* » dans les départements qui « *se jugent insuffisamment représentés* ». Mais « *objectivement, c'est aujourd'hui une réussite et l'affirmation de l'unité du Parti socialiste dans une échéance clé* », s'est-il félicité.

PARLEMENT

Conseil constitutionnel

Audiovisuel public. Validation de l'essentiel du texte par les Sages. La procédure de nomination des présidents de France Télévision et de Radio France est validée. Ce sera une décision du président de la République, après avis conforme du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et des commissions du Parlement, qui peuvent exercer un droit de veto à la majorité des 3/5^{èmes}. Pour la révocation des présidents, un point a été censuré : l'avis du Parlement, non prévu par la Constitution, devient consultatif.

Assemblée nationale

L'OTAN en débat le 17 mars. Le calendrier de l'annonce d'un retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN s'esquisse, à un mois du 60^{ème} anniversaire de l'Alliance atlantique qui sera célébré lors du sommet de Strasbourg-Kehl, les 3 et 4 avril. La question de la tenue ou non d'un vote des députés après le débat ne serait toujours pas tranchée. François FILLON avait annoncé que si un tel vote avait lieu, il engagerait la responsabilité de son gouvernement.

Mise en service difficile de l'ordre du jour partagé. C'était une des mesures phares de la révision constitutionnelle, qui permettait de rendre au Parlement la maîtrise d'une partie de son emploi du temps. Le travail parlementaire est désormais organisé par séquences de quatre semaines. Le gouvernement ne maîtrise l'ordre du jour que des deux premières semaines, l'Assemblée nationale se réservant la 3^{ème}, et la 4^{ème} étant dévolue à des actions de contrôle et d'évaluation du gouvernement. Il est toutefois prévu que ces deux dernières semaines puissent être rétrocédées au gouvernement, ce qui sera le cas en mars. Concrètement, seule la soirée du mardi 17 mars sera donc d'initiative parlementaire.

L'hôpital au banc des parlementaires. L'examen du texte a pris du retard. L'Assemblée reprendra ce lundi le volet « prévention et santé publique » de ce projet de loi dont l'objectif est de renforcer les règles relatives à la vente d'alcool aux mineurs en portant de 16 à 18 ans l'âge en deçà duquel la vente est interdite.

Sénat

Les prisons. L'examen se poursuit en « urgence ». Nouvelle procédure en place : les débats se déroulent sur la version adoptée par la commission au fond. Une grande partie des débats a été consacrée aux conditions de vie des détenus. On relèvera la nouvelle obligation d'activité en prison pour les personnes condamnées, ainsi que l'obligation d'enseignement pour les personnes analphabètes. A noter le caractère consensuel des votes pour la plupart des dispositions.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Le déficit de l'ensemble des administrations publiques (Etat, sécurité sociale, collectivités territoriales) est ainsi porté à 5,6 points de PIB en 2009. Sur cette base, la projection pluriannuelle des finances publiques a été actualisée, le gouvernement se fixant pour objectif de ramener le déficit public en-dessous de 3 points de PIB en 2012.

Conventions internationales en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu avec le Kenya et le Royaume-Uni.

Communications. La place des femmes dans l'entreprise. / Le deuxième plan de lutte contre le cancer. / La politique en faveur des monuments historiques. / La préparation du conseil des ministres franco-allemand.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Un déficit supplémentaire de 50 milliards d'euros, à plus de 5% du PIB en 2009.

Hypothèse confirmée par le Premier ministre François FILLON : le déficit total s'élèverait à 100 milliards d'euros, le double de 2008. Le cabinet du ministre du Budget, Eric WOERTH, avait indiqué que le seul déficit de l'Etat devrait dépasser 100 milliards d'euros cette année, ce qui équivaut à plus de 5,2% du PIB. A cela s'ajouteront les déficits de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales. Les dernières prévisions de la Commission européenne font état d'un déficit français à hauteur de 5,4% du PIB.

La zone euro aussi. L'économie de la zone s'est contractée de 1,5% au dernier trimestre 2008, avec une baisse brutale des exportations et un recul des investissements.

Chine : la session annuelle du Parlement est ouverte. Le gouvernement pourrait annoncer un plan de soutien à l'économie de plus de 1.100 milliards d'euros, soit un tiers du produit intérieur brut (PIB). Quelque 908 milliards de yuans iront à la construction et à la modernisation des infrastructures et 716 milliards aux zones rurales. Grâce à ses réserves de change de 1.800 milliards de dollars et à un faible endettement (environ 20% du PIB), la Chine n'aura aucun mal à financer cette relance. Elle pourrait la compléter par un effort supplémentaire que les experts du Fonds monétaire international (FMI) la pressent de réaliser dans la couverture sociale de sa population, qui ne bénéficie ni d'assurance-maladie ni de retraite dignes de ce nom. Ce manque pousse les Chinois à pratiquer une épargne excessive, qui entrave la consommation intérieure.

Budget militaire chinois en hausse de 14,9 %. En 2009, les dépenses militaires seront de près de 56 milliards d'euros.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Session plénière de l'AFE.

Députés des Français de l'étranger : sujet politique de la session. Interventions multiples (en commission et en assemblée plénière) d'Hervé FABRE-AUBRESPY, conseiller du Premier Ministre, puis Alain MARLEIX, le secrétaire d'Etat chargé de cette réforme, ont expliqué aux élus de l'AFE les principaux points de la réforme. Au nombre finalement de 11 députés, la représentation de nos compatriotes établis hors de France nécessite une série de réflexions sur les modifications nécessaires comme la propagande, le financement des campagnes, les modalités d'élection, etc...

La délimitation des 11 circonscriptions fait l'objet de concertation. Chacune d'elles regrouperont entre 92.256 et 138.384 Français y résidant. Des règles sont imposées par le Conseil constitutionnel pour cet exercice : respect des 52 circonscriptions de l'AFE, unité territoriale... Si certaines circonscriptions paraissent quasi évidentes : Suisse, Benelux, Espagne-Italie, ou encore les pays du Magreb ou toute l'Afrique sub-saharienne. En revanche, il est difficile d'équilibrer les circonscriptions d'Amérique du nord et du sud. Des propositions devraient être faites dans les 6 semaines.

La commission indépendante aura deux mois pour étudier le dossier et l'envoyer au Conseil d'Etat, puis les ordonnances passeront en Conseil des ministres et devront être ratifiées par le Parlement. Les élections sont prévues en 2012. Sauf dissolution...

VOTE sur Internet pour les élections à l'AFE du 7 juin (zone Afrique-Amérique). L'Assemblée plénière a reçu de la part de l'administration et de la Direction des Français de l'étranger les informations concernant la mise en place de ce mode de vote pour les prochaines élections. Une démonstration en salle a permis de voir la simplicité et la fiabilité du système. Le rôle très positif du comité de suivi comprenant les élus, l'administration et le prestataire a été particulièrement souligné. Le système sera très simple pour les électeurs. Sur le guichet d'administration électronique (GAEL), ils créeront un compte avec leur Numic (numéro d'immatriculation consulaire) et un mot de passe. Ensuite, 2^{ème} étape, ils créeront leur propre « code de vote », confidentiel et personnelle. 3^{ème} étape, ils se laisseront guider, selon des instructions très simples.

Une seule adresse à retenir pour voter sur Internet : www.afe2009.fr (mise en place en avril). Le vote sur Internet se déroulera à partir de n'importe quel ordinateur, du 20 mai au 4 juin.

Les élus des Français de l'Etranger au Sénat. Gérard LARCHER, Président du Sénat, a reçu les conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger. Dans son allocution, il a particulièrement souligné le rôle du Sénat « Maison des Français de l'Etranger », dans le suivi législatif des questions concernant les compatriotes expatriés grâce au travail des élus de l'AFE et des Sénateurs des Français de l'Etranger. Gérard LARCHER, qui s'est longuement entretenu avec les élus, a annoncé une nouvelle « Journée des Français de l'Etranger », au Sénat, le samedi 5 septembre prochain.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Dans la ligne de mire. Des lettres de menaces de mort, accompagnées chacune d'une balle de calibre 9 mm ou 38 mm, ont été adressées ces derniers jours par un ou des inconnus à Nicolas SARKOZY et à dix ministres ou élus de l'UMP, notamment les ministres de la Justice, Rachida DATI, de l'Intérieur, Michèle ALLIOT-MARIE, de la Culture, Christine ALBANEL, ainsi que le maire (UMP) de Bordeaux, Alain JUPPE. Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet antiterroriste de Paris.

Cessions immobilières et plus-values : favoriser la mobilité. Christine LAGARDE, ministre de l'Economie, a annoncé une instruction fiscale relative aux cessions intervenues en 2009 et 2010. Compte tenu du contexte immobilier actuel, l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une résidence principale, restera acquise pendant une durée de deux ans à compter de la mise en vente, lorsque l'immeuble a été occupé par le cédant jusqu'à la mise en vente et que l'immeuble n'a pas été donné en location ou occupé gratuitement.

Appel à la grève chez Air France pour le 19 mars. Huit syndicats d'Air France appellent les salariés de la compagnie à une journée de grève et de mobilisation, à l'occasion de la journée d'action interprofessionnelle. La CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, la CGT, l'UGICT-CGT, FO, la CI.FO et UNSA-Aérien entendent défendre l'emploi, les salaires et la protection sociale, mais aussi lutter contre la précarité.

La carte du co² aux Etats-Unis. Les Etats-Unis sont responsables d'un quart des émissions mondiales. L'université Purdue a réalisé à partir de Google Earth une carte interactive classant ces émissions par secteurs d'activité à travers tout le continent nord-américain.

<http://www.purdue.edu/eas/carbon/vulcan/GEarth/>

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'Allemagne abandonne les machines à voter en septembre. La Cour constitutionnelle a décidé que l'utilisation de certaines machines lors des derniers scrutins était contraire au principe de « *publicité du vote* ». Les deux millions d'électeurs en 2005 n'avaient pas pu vérifier si les 1.800 ordinateurs qu'ils ont utilisés pour voter avaient enregistré correctement leur choix. La Cour a toutefois estimé que cette décision ne remettait pas en cause l'issue du scrutin de 2005, remporté de justesse par Angela MERKEL, car aucune erreur ou fraude n'avait été détectée. La décision de la Cour n'empêche pas le recours au vote électronique dans le futur, à condition que les électeurs puissent vérifier la validation de leur vote.

Un bon début d'année pour YouTube. 100 millions de visiteurs uniques en janvier sur le site de partage aux Etats-Unis. Le nombre total de vidéos regardées en ligne a augmenté de 4 % par rapport au mois de décembre et s'est établi à 14,8 milliards.

CARNET

Distinction

Au Maroc, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a reçu, au Palais Royal de Fès, **Paulette BRISEPIERRE**, ancienne présidente du Groupe d'amitié parlementaire France-Maroc. Lors de cette audience, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Taieb FASSI FIGHRI, le Souverain a décoré l'ancien Sénateur des Français de l'étranger du grand cordon du Wissam Alouite.

Denise REVERS-HADDAD s'est vue remettre les insignes de Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur par Gérard LARCHER. Dans son allocution devant les membres de l'AFE le Président du Sénat a mis en avant le rôle de l'élue à l'AFE pendant les événements tragiques au Liban.

Avec les félicitations d'Infos Hebdo aux deux récipiendaires.

Nominations

Hugues de CHAVAGNAC, ancien conseiller du Président de Roumanie, se verra confier la Délégation aux affaires internationales et européennes du Ministère de l'Intérieur.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr